

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

Orléans, le 11 septembre 2014

Unité territoriale du Loiret

## **INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) à SARAN**  
-----

**Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant  
les garanties financières pour la mise en sécurité des  
installations définies au 5° de l'article R.516-1 du code de  
l'environnement**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Contexte réglementaire**

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées a introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en sécurité de certaines installations classées. La loi n° 2003-669 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'Etat.

Ces dispositions sont désormais codifiées aux articles L.516-1 et 2 du code de l'environnement.

Le décret d'application de ces articles a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633) et est relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions sont codifiées aux articles R.516-1 et 2 du code de l'environnement

Afin de mettre en œuvre cette réforme, des arrêtés ministériels ont été publiés au Journal Officiel et concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté du 31 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012 modifié le 20 septembre 2013) ;
- les modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012).

Les établissements entrant dans le champ d'application de cette réglementation, et dont le calcul des garanties financières excède 75 k€ TTC, sont soumis à l'obligation de constituer des garanties financières.

Le présent rapport vise à proposer à Monsieur le préfet la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, du montant des garanties financières pour la société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) sise sur le territoire de la commune de SARAN (45 770).

## **II – Présentation de l'établissement**

Raison sociale : Société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE).

Adresse de l'établissement : 178 rue de la Chenille à SARAN.

Activité principale : tri, transit et regroupement de déchets dangereux, inertes et non dangereux et broyage de déchets non dangereux (déchets de végétaux).

## **III – Calcul des garanties financières**

La société SGE est autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 à poursuivre les activités qu'elle exerce rue de la Chenille sur la commune de SARAN.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement et à celles des arrêtés ministériels d'application susmentionnés, les installations susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux sont désormais soumis à l'obligation de garanties financières.

La société SGE est donc soumise à l'obligation de calcul des garanties financières du fait qu'elle exerce des activités soumises à autorisation visées par les rubriques 2714, 2716, 2718 et 2791 de la nomenclature des installations classées.

Par transmission reçue le 10 septembre 2014 au service de l'inspection, la société SGE a fourni une proposition motivée du calcul du montant des garanties financières.

## **IV – Avis du service instructeur**

Après examen par la DREAL et compte tenu des divers compléments apportés par l'exploitant, le calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Ainsi, l'inspection des installations classées a retenu un montant de **446 687€ TTC** pour le montant des garanties financières considérant que certaines données qui encadrent le calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales, notamment la dernière valeur de l'indice public TP01 de 699,8 (indice de mai 2014 paru au journal officiel).

Compte tenu que le montant des garanties financières réévalué par l'inspection excède le montant de garantie de 75k€, l'exploitant est tenu de constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-2 du code de l'environnement auprès d'organismes définis à ce même article (entreprise d'assurance, société de caution mutuelle, caisse des dépôts et consignations...).

## **V – Conclusions et propositions**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, d'imposer la constitution du montant des garanties financières évalué pour la Société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) sise rue de la Chenille à SARAN.

Un projet d'arrêté préfectoral relatif à ladite société est joint en ce sens en annexe du présent rapport et doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET de soumettre l'arrêté préfectoral complémentaire joint lors du prochain CODERST en sa session d'octobre 2014.

L'inspecteur de l'environnement en charge  
des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du LOIRET,

Pour le Directeur,  
Signé